

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	47	28

N° de la séance : 40

Objet de la délibération : Direction Réseau
Environnement - Mise en oeuvre d'une
tarification combinée TER/Environnement -
Convention

Original
Expédition certifiée conforme à l'original

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.095

Date de la convocation :
Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du - 4 JUL. 2016

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane

Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS:

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOUJ, Déborah MINEI

PROCUREMENTS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND.
Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO,
Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO,
Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE,
Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD,
Martine SAVALLI à Françoise THOMEL

ABSENTS:

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Serge AMAR, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Par délibération n°15/05 du 11 juillet 2005, le Conseil Communautaire a approuvé la mise en place d'une tarification combinée TER + Envibus dans le cadre d'une convention tripartite entre la Région, la SNCF et la CASA signée le 20 septembre 2005. Cette convention avait pour but la création d'un abonnement intermodal à l'intention des voyageurs salariés et élèves/étudiants utilisant à la fois le train régional et le réseau Envibus pour se rendre sur leur lieu de travail ou d'études et de préciser les modalités de mise en œuvre.

Le Conseil Régional a adopté le 29 avril 2011 une réforme des tarifs des transports régionaux qui a donné naissance à la nouvelle gamme tarifaire « Zou ! », entrée en application le 1^{er} septembre 2011. Cette convention a été adoptée par délibération n°CC.2011.111 par le Conseil Communautaire de la C.A.S.A et avait pour objectif de moderniser ce produit tarifaire :

- en élargissant son accès à tous ;
- en proposant dans un second temps une formule annuelle, sur un support billettique sans contact interopérable reconnu sur le réseau TER comme sur le réseau Envibus, au tarif annuel de 157 € (soit 10,5 fois l'abonnement mensuel réduit) au lieu de 200 €.

La convention adoptée en 2011 étant arrivée à échéance, il est proposé d'approuver une nouvelle convention reprenant les mêmes dispositions.

Ainsi, en ce qui concerne les abonnements combinés :

- l'abonnement mensuel tout public du réseau Envibus reste fixé dans le cadre de la tarification combinée à 15 € au lieu de 22 € ;
- l'abonnement annuel tout public du réseau Envibus reste fixé dans le cadre de la tarification combinée à 157 € au lieu de 200 €.

La région compensera la moitié de la réduction Envibus de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit 3,5 € pour l'abonnement mensuel et 21,5 € pour l'abonnement annuel.

La convention proposée est conclue avec la Région, et la SNCF jusqu'au 31 décembre 2016, date de l'échéance du contrat d'exploitation des services ferroviaires et pourra faire l'objet d'une reconduction tacite en cas d'allongement dudit contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- de fixer les tarifs combinés mensuel et annuel dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver la participation de la Région à hauteur de 3,5 € par abonnement mensuel et de 21,5 € par abonnement annuel ;
- d'approuver le projet de convention partenariale tripartite, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de fixer les tarifs combinés mensuel et annuel dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver la participation de la Région à hauteur de 3,5 € par abonnement mensuel et de 21,5 € par abonnement annuel ;
- d'approuver le projet de convention partenariale tripartite, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Convention relative à la mise en œuvre d'une tarification combinée

TER/ENVIBUS

pour la desserte du territoire

de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

ENTRE :

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, dont le siège se situe à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13481 Marseille cedex 20, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Christian ESTROSI, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Régional n° en date du , ci-après dénommée « la Région »,

ET :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par la délibération du Conseil communautaire en date du 27 juin 2016 ci-après dénommée « **la CASA** »,

ET :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français, établissement public industriel et commercial inscrit au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 552.049.447, dont le siège est situé à Paris 14ème, 34 rue du Commandant Mouchotte, représentée par Monsieur Jean-Aimé MOUGENOT Directeur de la Région SNCF Provence Alpes Côte d'Azur, ci-après dénommé « la SNCF »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

La Région Autorité Organisatrice des transports ferroviaires régionaux a mis en place depuis de nombreuses années, en partenariat avec les autorités organisatrices de transport, des tarifications intermodales train + bus.

Cette démarche vise à associer le train aux différents services de transports urbains ou interurbains de manière à faciliter et favoriser l'utilisation successive de plusieurs moyens de transport.

De leur côté, les Autorités Organisatrices de Transport des Alpes-Maritimes ont affirmé leur volonté de conduire une politique coordonnée de développement du transport public qui, au delà des efforts réalisés sur chacun des réseaux, doit conduire à l'élaboration d'une offre multimodale performante grâce à un système d'information, de tarification et de billettique multimodale sur l'ensemble du département. Cette volonté s'est notamment traduite par la création du syndicat mixte de coordination transport des Alpes-Maritimes (SYMITAM) le 20 avril 2005.

Dans cette optique, la Région et les Autorités Organisatrices de Transport des Alpes-Maritimes ont travaillé à la mise en place d'une tarification combinée TER/BUS 06 pour les abonnements salariés et étudiants avec la volonté d'aboutir à un dispositif et un tarif commun pour toutes les Autorités Organisatrices de Transport Urbain du département.

Une première convention entre la Région, la CASA et la SNCF a ainsi été signée le 20 septembre 2005 et renouvelée en mars 2012. Elle permet de proposer aux salariés et étudiants un tarif préférentiel pour l'achat d'un abonnement intermodal mensuel permettant la libre circulation sur le trajet TER désigné ainsi que sur le réseau urbain Envibus.

Ce nouvel accord a pour objectif de moderniser ce produit tarifaire :

- en élargissant son accès à tous ;
- en proposant dans un second temps une formule annuelle, abrité sur un support billettique sans contact interopérable reconnu sur le réseau TER comme sur le réseau Envibus.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les caractéristiques de l'abonnement intermodal destiné à tous les voyageurs fréquents qui utilisent à la fois le réseau TER organisé par la Région et le réseau de transports publics « Envibus » organisé par la C.A.S.A, ainsi que les modalités de sa mise en œuvre.

Article 2 – Texte résilié

La convention relative à la mise en œuvre d'une tarification combinée TER/BUS pour la desserte du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis réseau signée le 14 mars 2012 entre la Région, la C.A.S.A et la SNCF est résiliée.

Article 3- Périmètre d'application

La présente convention concerne, pour la partie ferroviaire, les déplacements effectués en TER vers ou à partir des gares d'Antibes, Juan les Pins, Golfe Juan, Biot et Villeneuve Loubet, et pour la partie routière, l'ensemble des lignes du réseau Envibus desservant le territoire de la C.A.S.A.

Article 4 - Description et commercialisation de l'abonnement intermodal

Article 4.1 – Description

Les parties conviennent de proposer :

- **un abonnement ZOU ! mensuel + Envibus accessible à tous**
- **un abonnement ZOU ! annuel + Envibus accessible à tous**

Ces deux formules d'abonnements seront hébergées sur cartes à puce sans contact. Les deux exploitants disposant de systèmes billettiques interopérables, ce support peut être indifféremment la carte du réseau urbain Envibus ou la carte régionale distribuée par la SNCF.

Article 4.2 - Utilisation

Les abonnements ZOU ! + Envibus permettent d'effectuer, durant la période de validité, un nombre illimité de voyages :

- sur le trajet TER inscrit sur le titre de transport ;
- sur l'ensemble des lignes du réseau Envibus.

Article 4.3 - Prix

Le prix P de vente de l'abonnement ZOU ! mensuel + Envibus correspond au prix de l'abonnement ZOU ! mensuel pour tous (A) en vigueur sur la relation concernée majoré d'une somme Tr :

$$P = A + Tr$$

Le prix de vente Pn de l'abonnement ZOU ! annuel + Envibus correspond au prix de l'abonnement ZOU ! annuel pour tous (An) en vigueur sur la relation concernée majoré d'une somme Trn :

$$Pn = An + Trn$$

$$An = A * 10.5$$

Les parts A et An du prix de l'abonnement intermodal varient à l'occasion de l'actualisation des tarifs SNCF. Les sommes Tr et Trn sont fixées d'entente entre la Région et la CASA et pourront évoluer, sous réserve d'un préavis d'au moins trois mois adressé par écrit à la SNCF, délai nécessaire à l'information du réseau de vente et à l'adaptation des outils de distribution. Concernant les formules annuelles la prise en compte de l'évolution de la part Trn ne pourra intervenir qu'à l'occasion de l'actualisation des tarifs de la SNCF.

Les montants des sommes Tr et Trn au 1^{er} septembre 2016 sont indiqués en annexe à la présente.

Article 4.4 - Vente des titres de transport

Les abonnements intermodaux sont délivrés à la clientèle dans la totalité des points de vente SNCF de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur aux prix P et Pn définis à l'article 4.3 ci-dessus.

L'abonnement annuel est délivré par l'intermédiaire d'un prestataire de la SNCF et envoyé au domicile (encaissement par prélèvement automatique).

Article 4.5 – Remboursements – Après vente

La SNCF pour le trajet TER, la C.A.S.A pour les lignes du réseau Envibus appliqueront les règles en usage sur leurs réseaux respectifs, et effectueront l'après vente sur la part du titre les concernant.

Article 4.6 – Contrôle

La SNCF pour le trajet TER et la C.A.S.A pour les lignes du réseau Envibus sont chargées de faire effectuer les contrôles utiles sur leurs réseaux respectifs.

Article 4.7 – Responsabilité

La SNCF pour les parcours ferroviaires et la C.A.S.A pour les parcours urbains ne sont responsables, dans les conditions qui leur sont propres, que de l'exécution des transports qu'ils effectuent et des conséquences pécuniaires des dommages survenus par le fait ou à l'occasion de l'exploitation de leurs services, dans les conditions édictées par leurs textes réglementaires respectifs ou fixées dans le cadre des marchés passés entre les exploitants et la C.A.S.A.

Article 4.8 – Principes fonctionnels communs pour l'interopérabilité

Les principes fonctionnels communs à appliquer pour la mise en œuvre de l'interopérabilité billettique entre le réseau TER de la Région et le réseau Envibus de la C.A.S.A sont encadrés par la charte de l'interopérabilité billettique régionale et seront détaillés dans la dernière version en vigueur du document technique élaboré et partagé « Principes fonctionnels communs Réseau régional PACA – réseau Envibus ».

Article 5 – Conditions de prise en charge de la réduction tarifaire

Les prix P et Pn tels que construits en application de l'article 4.3 entraînent pour l'utilisateur une réduction par rapport à la simple addition des prix publics des abonnements TER et Envibus.

Concernant le réseau Envibus, le prix de référence est le prix de l'abonnement mensuel « pass mensuel », abonnement équivalent dans la gamme tarifaire monomodale, accessible à tout public.

Le prix de l'abonnement annuel proposé par le réseau Envibus dans le cadre exclusif du présent accord tarifaire est fixé au prix de l'abonnement mensuel multiplié par 10.5.

Le montant R de la réduction accordée aux titulaires d'abonnements ZOU ! mensuels + Envibus est la différence entre le prix de l'abonnement « pass mensuel » du réseau Envibus en vigueur et du prix Tr perçu de l'utilisateur.

Le montant Rn de la réduction accordée aux titulaires d'abonnements ZOU ! annuels + Envibus est la différence entre le prix public de l'abonnement annuel du réseau Envibus tel que défini ci-dessus et le prix Trn perçu de l'utilisateur.

Pour chaque « Abonnement ZOU ! + Envibus » vendu, la réduction R ou Rn est prise en charge à parité par la Région et la CASA.

Le montant de ces réductions au 1^{er} septembre 2016 est indiqué en annexe à la présente.

Par construction, les montants R et Rn et donc la part prise en charge par les deux autorités organisatrices évoluent d'une part à l'occasion de l'actualisation des tarifs des abonnements du réseau Envibus et d'autre part en cas de modification des parts Tr ou Trn laissées à la charge des usagers.

La C.A.S.A communiquera à la SNCF et à la Région le prix des abonnements du réseau Envibus à chaque actualisation.

Article 6 – Mandat

La distribution des titres intermodaux est assurée par la SNCF selon les conditions de l'article 4 de la présente convention.

Dans le cadre de cette convention, la C.A.S.A reconnaît donner mandat à la SNCF pour vendre en son nom et pour son compte les titres visés à l'article 4.

De ce fait, la SNCF agit en tant qu'intermédiaire transparent dans la vente de ces titres.

Article 7 – Modalités financières

Le régime d'intermédiaire transparent est soumis à des règles strictes.

Dans le cadre de ce montage la SNCF vend sur ces outils de distribution des titres intermodaux. Elle comptabilise dans un compte tiers de passage les montants T.T.C qu'elle perçoit au nom et pour le compte du délégataire.

Elle reverse uniquement sur la base d'un décompte validé par la C.A.S.A l'intégralité des montants TTC.

Avant le dernier jour du mois M+1, M étant le mois civil d'encaissement des recettes des ventes des abonnements intermodaux par la SNCF, la SNCF envoie à la C.A.S.A un relevé d'opérations des ventes au titre du mois M, ce relevé indique le nombre de titres vendus par produit et les montants correspondants diminué des éventuels titres remboursés.

La SNCF procède au virement automatique en M+2 du montant la part Tr et Trn/12 du prix de l'abonnement intermodal perçue de l'usager sur la base du décompte, validé par la C.A.S.A.

La C.A.S.A est responsable du reversement au Trésor Public de la TVA.

Par la présente convention la C.A.S.A donne son accord à l'application de ce régime fiscal.

La part des réductions R et Rn financée par la Région fait l'objet d'une facturation mensuelle de la part du délégataire à la SNCF. Celle-ci est établie au vu de l'état mensuel des ventes transmis par la SNCF. Les règlements seront effectués par la SNCF selon les modalités suivantes : 60 jours, date de réception.

Les défauts de règlement des sommes dues à ce titre dans les délais ci-dessus entraîneront systématiquement le calcul d'intérêts moratoires facturés au taux d'intérêt légal majoré de 1,5 points.

Les modalités de prise en charge de la part financée par la Région sont traitées dans le cadre du contrat d'exploitation des services ferroviaires régionaux passé entre la Région et la SNCF.

Aucune réclamation ne sera prise en charge au delà d'un délai de un an.

En cas de ventes, à terme, par les deux exploitants, ces derniers pourront convenir entre eux des modalités pratiques de gestion des versements croisés.

Article 8 – Mise en œuvre de la tarification combinée – Réalisation matérielle - Suivi

Les dépenses relatives à la commercialisation (adaptation des programmes informatiques, approvisionnement des titres de transport, etc...), à la comptabilité et aux opérations de reversement des recettes sont prises en charge par la SNCF.

La Région, la C.A.S.A et la SNCF mettront en place une structure de concertation à l'effet :

- d'analyser les résultats de la tarification combinée ;
- d'améliorer la complémentarité des horaires entre le réseau ferroviaire et les services de transports organisés par la C.A.S.A.

Les partenaires conviennent d'engager des campagnes de promotion et de publicité communes pour assurer le succès de ces produits.

La prise en charge du coût de la mise en œuvre de ces actions sera négociée, au coup par coup, entre les différents partenaires.

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour un an à compter de sa notification par la Région. Elle est renouvelable par tacite reconduction d'année en année jusqu'à la fin de l'exécution du contrat d'exploitation des services ferroviaires régionaux 2007/2016.

Elle peut être dénoncée par les parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de la signature de la présente convention.

En l'absence de clauses prévoyant la reprise des obligations issues des conventions tarifaires existantes, la présente convention ne sera plus applicable :

- au terme ou en cas de résiliation anticipée du ou des contrats d'exploitation successifs conclus entre la Région et la SNCF,
- au terme ou en cas de résiliation anticipée des contrats liant la CASA à ses réseaux urbains de transport.

Elle peut être résiliée pour toute autre raison à la demande d'une des parties signataires, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Article 10 – Litiges

Tous litiges auxquels peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution des clauses du présent contrat sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille en trois (3) exemplaires, le

**Le Président du Conseil Régional
Provence Alpes Côte d'Azur**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Christian ESTROSI

Jean LEONETTI

**Le Directeur de la Région SNCF
Provence Alpes Côte d'Azur**

Jean-Aimé MOUGENOT

ANNEXE

1 – Montants des sommes Tr et Trn fixés par la Région et la C.A.S.A au 1^{er} septembre 2016 (Cf. Article 4.3 de la convention)

- Tr = 15 €
- Trn = 157 €

2 – Montant des sommes R et Rn (Cf. article 5 de la convention)

R = 22 € - 15 € = 7 €, pris en charge à **parité** par la Région et la C.A.S.A, soit 3,50€ par abonnement ZOU ! mensuel + Envibus à la charge de la Région et de la C.A.S.A.

Rn = 200 € - 157 € = 43€, pris en charge à **parité** par la Région et la C.A.S.A, soit 21,50 € par abonnement ZOU ! annuel TER + Envibus à la charge de la Région et de la C.A.S.A.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.095
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en oeuvre d'une tarification combinée TER/Envibus - Convention
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111246708
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-38-00.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h38:19

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6183-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6183
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Mise en oeuvre d'une tarification combinée TER/Envibus - Convention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6183-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160627-AOI_6183-DE-1-1_2.pdf